



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES CCAP N°2025-028

Marché à procédure adaptée,
passé en application des articles L2123-1, R2123-1 et suivants du code de la commande publique.

FOURNITURE, INSTALLATION ET MAINTENANCE DES MATERIELS DE MUSCULATION ET DE CARDIO-TRAINING POUR LA SALLE DE SPORT DU CENTRE ASSAS DE L'UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS

Table des matières

1. NATURE DU MARCHE	3
2. OBJET DU MARCHE OU DE L'ACCORD-CADRE	3
3. DUREE DU MARCHE ET DELAI DE LIVRAISON	3
3.1. Durée du marché	3
3.2. Délai de livraison.....	3
4. CLAUSE DE REEXAMEN ET PRESTATIONS SIMILAIRES	3
5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE OU DE L'ACCORD-CADRE.....	4
6. OBLIGATIONS DES PARTIES	4
6.1. Obligations du titulaire	4
6.1.1. Connaissance des locaux	4
6.1.2. Garantie et maintenance curative et préventive	4
6.2. Obligations de l'Université	5
6.2.1. Accès aux locaux	5
6.2.2. Utilisation des matériels et du logiciel	5
7. PRESTATIONS ATTENDUES	5
8. OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION	5
8.1. Contrôle de l'exécution des prestations.....	5
8.2. Opérations de vérifications et admission	5
9. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	6
9.1. Contenu des prix.....	6
9.2. Forme des prix	6
9.3. Révision des prix.....	6
9.4. Clause butoir et de sauvegarde	6
9.5. Modalités de règlement des factures.....	7
9.6. Facturation électronique	7
9.7. Délai de paiement et intérêts moratoires	7
9.8. Règlement par virement administratif	8
9.9. Interlocuteur à la direction des affaires financières	8
10. PENALITES	8
11. RESILIATION DU MARCHE OU DE L'ACCORD-CADRE	8
12. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX DEPENS DU TITULAIRE	9
13. MODIFICATIONS STATUTAIRES	9
14. CONFIDENTIALITE, SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES	9
15. RESPONSABILITES DU TITULAIRE ET CONFLITS D'INTERETS	10
16. ASSURANCES	10
17. SOUS-TRAITANCE	10
18. CESSIION DU MARCHE	11
19. DIFFERENDS ET LITIGES.....	11
20. LANGUE ET MONNAIE.....	11
21. INTERLOCUTEURS	11
21.1. Interlocuteurs du titulaire	11
21.2. Interlocuteurs de l'Université	11
22. DEROGATIONS AU CCAG/FCS	12
23. ANNEXE – PLAN DE LA SALLE DE SPORT	12

1. NATURE DU MARCHÉ

Le présent marché est passé selon les dispositions des articles L2123-1, R2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Le montant du marché sur la durée globale, reconductions comprises, ne dépassera pas 100 000 € HT.

2. OBJET DU MARCHÉ OU DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation et la maintenance de machines de musculation et d'appareils de cardio-training pour la salle de sport du centre Assas de l'Université Paris-Panthéon-Assas.

Les prestations et matériels attendus sont décrits dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les matériels doivent être livrés et installés dans la salle de sport du Centre Assas, située au 92 rue d'Assas 75006 Paris.

Les prestations de services objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur. Le titulaire s'engage à être à jour du règlement des redevances au titre des brevets et licence d'exploitation des produits distribués.

3. DUREE DU MARCHÉ ET DELAI DE LIVRAISON

3.1. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Le marché se termine à la fin de la garantie du matériel objet du marché ou à la fin du contrat de maintenance si cette prestation est retenue.

La durée de la garantie des matériels est de 3 ans minimum. La garantie débute à compter de la date d'installation et de mise en ordre de marche (tests et vérification de bon fonctionnement) de l'ensemble des matériels.

Le contrat de maintenance débute à l'issue de la période de garantie. La durée de la maintenance est de trois ans, reconductible tacitement 1 fois pour une durée de 3 années supplémentaires.

Le titulaire pourra alors ajuster le montant de la maintenance des matériels au moment de ce renouvellement selon le barème qu'il applique à l'ensemble de sa clientèle, à charge pour ce dernier de prévenir l'Université au moins trois mois avant mise en application.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Par conséquent, après expiration du marché, les deux parties restent tenues d'honorer les obligations contractées pendant le marché.

La date de notification du présent marché constituera la date de référence pour la révision des prix.

3.2. Délai de livraison

Les matériels devront être livrés et installés dans un délai maximal de six semaines à compter de la notification du marché.

Les délais de livraison et d'installation des matériels devront être indiqués sur l'annexe à l'acte d'engagement.

4. CLAUSE DE REEXAMEN ET PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des dispositions prévues à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'Université se réserve la possibilité de modifier le marché en cours d'exécution. Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées, à l'initiative exclusive de l'Université, notamment dans le cas d'une opération, d'une acquisition ou d'une cession de bâtiment ou d'un événement imprévu.

Le titulaire est tenu d'accepter les modifications des locaux et bâtiments en cours d'exécution du marché.

Ces modifications seront notifiées au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par un bon de commande, un ordre de service, ou un avenant ou un courriel.

En cas de besoins supplémentaires exprimés par l'Université dans le cadre de ce marché (besoins matériels ou de prestations supplémentaires), leur coût sera fixé aux conditions de ce marché rendues contractuelles sur l'annexe de l'acte d'engagement.

Par ailleurs, en application des dispositions prévues à l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à la procédure de marché public négocié avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires.

5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE OU DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est composé des pièces énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant.

- 1) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- 2) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- 3) L'acte d'engagement et son annexe n°1;
- 4) Le mémoire technique du titulaire ;
- 5) Les avenants, le cas échéant ;
- 6) Les bons de commande éventuels ;
- 7) Le cahier des clauses administratives générales fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS) ;
- 8) L'ensemble des normes françaises et spécifications techniques ou autres normes reconnues équivalentes en vigueur et leurs évolutions.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre les différentes pièces constitutives du marché, les pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées. Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition. Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent cahier des clauses particulières.

Seuls les documents conservés dans les archives de l'Université Paris-Panthéon-Assas font foi.

6. OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1. Obligations du titulaire

6.1.1. Connaissance des locaux

Le présent marché comporte une obligation de résultat. Le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une méconnaissance des lieux, de l'environnement des locaux ainsi que des difficultés d'accès en cours d'exécution du marché ou lors de l'établissement de son offre fixée notamment sur l'annexe de l'acte d'engagement.

6.1.2. Garantie et maintenance curative et préventive

Le titulaire devra assurer la garantie, puis la maintenance curative et préventive sur site des matériels suivant les engagements qu'il aura pris sur l'annexe de l'acte d'engagement et son mémoire technique, qui précisent la durée de la garantie, les délais d'intervention et le contenu de cette garantie, puis de la maintenance curative et préventive. Ces délais d'intervention ne devront pas dépasser le délai fixé par le titulaire sur l'annexe à l'acte d'engagement après l'appel téléphonique confirmé par courriel de l'Université, pendant les jours et horaires fixés par le titulaire sur ladite annexe.

En cas de non-respect des délais d'intervention pour la garantie et la maintenance curative et préventive, des pénalités de retard seront appliquées telles que définies à l'article 10 du présent CCAP.

La garantie débute à compter de la date d'installation et de mise en ordre de marche des matériels.

Le délai minimal de garantie pour l'ensemble des matériels est de 3 ans.

Le contrat de maintenance curative et préventive débute à l'issue de la période de garantie.

Le carnet d'entretien de chaque matériel sera complété à chaque passage du technicien dans le cadre de la garantie et de la maintenance curative et préventive.

L'ensemble des matériels de musculation devront respecter les normes françaises et européennes en vigueur.

Dans le cadre de la maintenance préventive des matériels, les candidats indiqueront le nombre de visites et détailleront son contenu en complétant le tableau prévu à cet effet sur l'annexe à l'acte d'engagement.

6.2. Obligations de l'Université

6.2.1. Accès aux locaux

L'Université s'engage à faciliter l'accès des lieux au titulaire du marché et à apporter tous les renseignements nécessaires au bon déroulement du marché.

6.2.2. Utilisation des matériels et du logiciel

L'Université s'engage à n'effectuer aucune modification technique sur les matériels sans que le titulaire en ait préalablement été informé.

L'Université s'engage à utiliser les matériels conformément aux normes de sécurité et à la législation en vigueur.

7. PRESTATIONS ATTENDUES

L'acte d'engagement et le cahier des clauses techniques particulières précisent tous les matériels et les prestations demandés.

L'annexe n°1 de l'acte d'engagement détaille le prix des prestations du titulaire.

Son mémoire technique présente le descriptif détaillé des prestations proposées, ainsi que toutes précisions et commentaires que le candidat juge bon d'apporter en complément des renseignements apportés sur l'annexe de l'acte d'engagement :

- 1) la méthodologie employée pour répondre aux besoins décrits dans le présent acte d'engagement et le cahier des clauses techniques particulières ;
- 2) les références du candidat relatives à des prestations équivalentes exécutées ou en cours d'exécution ;
- 3) la documentation technique en langue française (photos des matériels, descriptif détaillé des matériels, fiches techniques des matériels, dimensions, descriptif détaillé des programmes pour le matériel de cardio-training...) ;
- 4) le contenu de la garantie et les exclusions, le délai de réponse et d'intervention, les coordonnées ;
- 5) le contenu de la maintenance et les exclusions, le délai de réponse et d'intervention, les coordonnées ;
- 6) solution proposée en cas de panne : matériel de remplacement, préciser les délais d'intervention, etc. ;
- 7) les coordonnées des interlocuteurs uniques dédiés à l'Université ;
- 8) toute autre information que le candidat jugera nécessaire à ajouter.

8. OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION

8.1. Contrôle de l'exécution des prestations

Après chaque intervention, le titulaire fournit au correspondant sur site un avis de passage et un rapport d'intervention mentionnant l'action réalisée, accompagnés des photographies prises par le titulaire avant et après intervention. A défaut, la facture correspondante ne sera pas payée.

8.2. Opérations de vérifications et admission

Les opérations de vérification de la bonne exécution des prestations consistent en un contrôle quantitatif et qualitatif des prestations. Elles seront effectuées par les correspondants de chaque site.

L'admission des prestations est prononcée par cette même personne dans un délai de quinze (15) jours suivant l'exécution des prestations (en dehors des périodes de fermetures officielles de l'Université). Les conditions d'admission s'effectuent conformément aux articles 27 à 31 du CCAG/FCS.

La réfaction, motivée, est prononcée si l'Université estime que les prestations comportent des imperfections qui entraînent une réfaction des prix proportionnelle aux défauts constatés. La réfaction est notifiée au titulaire après présentation de ses observations.

Le rejet, total ou partiel, des prestations livrées est notifié au titulaire lorsque l'université ne peut pas admettre les prestations livrées en l'état. La décision de rejet est motivée et notifiée au titulaire après présentation de ses observations.

Le transfert de propriété des prestations se fait au moment de la notification de l'admission.

9. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

L'unité monétaire pour l'exécution du marché est l'euro.

Les prix du marché sont établis hors TVA et figurent à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement.

9.1. Contenu des prix

Les factures issues de prestations à bons de commande, seront établies en conformité avec la tarification indiquée à l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Elles indiqueront le lieu d'exécution de la prestation.

Les prix sont réputés complets et comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que toutes les dépenses liées à l'exécution du marché : livraison, installation, montage, réglage et mise en ordre de marche (tests de bon fonctionnement de l'ensemble des matériels, frais afférents au transport et à la manutention, ainsi que toute sujétion découlant des obligations contractuelles du titulaire, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir d'un complément de prix pour ne pas avoir prévu et proposé dans ses prix tout dispositif ou matériel non précisés ici mais nécessaires à la sécurité, à l'entretien et à l'exploitation permettant d'assurer le fonctionnement optimal des matériels.

Les prix engagent le titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché, garantie et maintenance comprise.

9.2. Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires et forfaitaires sur la base des prix figurant en annexe n°1 de l'acte d'engagement. Les prix sont appliqués aux quantités réellement commandées et aux prestations réellement exécutées.

9.3. Révision des prix

Le montant du marché est à prix unitaires en ce qui concerne les matériels de musculation et de cardio-training.

Le montant du marché est ferme et forfaitaire en ce qui concerne la livraison, l'installation et la mise en service (paramétrage, test) de l'ensemble des matériels objet du marché, les garanties ainsi que la maintenance de l'ensemble des matériels objet du marché.

En ce qui concerne la maintenance, si cette prestation est retenue, son montant est révisable à l'issue de la date anniversaire selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (S/S_o)$$

Dans laquelle :

- P = Nouveau prix révisé,
- P_o = Prix initial de la prestation ou de la fourniture concernée,
- S = Indice INSEE du mois de la révision,
- S_o = Indice INSEE du mois de l'année de la date anniversaire du marché ou de la dernière révision.

Indice de révision : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565183

9.4. Clause butoir et de sauvegarde

La hausse du montant global des prix initiaux du marché est plafonnée à 5 % (cinq pour cent). Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, l'Université se réserve le droit de résilier le présent marché aux torts du titulaire, sans préavis et sans indemnité, si la hausse du montant global des prix initiaux du marché excède 5 % (cinq pour cent). La date d'effet de cette résiliation sera celle du changement de tarif. La hausse sera calculée sur le total du prix global et forfaitaire tous sites et des prix unitaires hors taxes. A l'inverse, aucun ajustement à la baisse n'est limité.

9.5. Modalités de règlement des factures

Le règlement des prestations s'effectue **après service fait et admission des prestations**, sur présentation d'une facture correspondant aux prestations commandées et réellement exécutées.

La facture sera obligatoirement accompagnée du devis, du bon de commande et de l'avis de passage. Si l'un de ces documents est absent ou mal renseigné, la facture sera rejetée.

La facture, présentée par le titulaire **en un original et un duplicata**, sera adressée à :

**Université Paris-Panthéon-Assas
Direction des affaires financières
12 place du Panthéon
75231 PARIS CEDEX 05**

En outre, chaque facture devra impérativement comporter les mentions suivantes à défaut desquelles les factures ne seront pas payées et seront retournées au titulaire :

- l'identification complète du titulaire (noms et adresse, n° de compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement) ;
- la référence du marché: « **2025-028 - MAPA - MATERIELS DE MUSCULATION ET DE CARDIO-TRAINING POUR LA SALLE DE SPORT DU CENTRE ASSAS DE L'UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS** » ;
- les références du bon de commande et du devis ;
- le nom et l'adresse du lieu d'exécution des prestations (Nom du site + Adresse) ;
- la date d'exécution de la prestation ;
- la nature de la prestation ;
- la surface traitée ;
- le montant unitaire détaillé hors taxes des prestations exécutées par sites et le total HT ;
- le taux des taxes ;
- le montant total TTC ;
- la date d'établissement de la facture.

En cas de changement de domiciliation bancaire, un nouveau relevé d'identité bancaire ou postal sera adressé au service des marchés publics. Il sera accompagné d'une lettre du titulaire notifiant que, désormais, toutes les factures devront être payées sur ce nouveau compte.

Le cas échéant seront déduites les réfections et/ou pénalités prévues à l'article 10 du présent CCP.

9.6. Facturation électronique

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les entreprises doivent transmettre leurs factures sous forme électronique (dématérialisée) par l'intermédiaire du portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>.

L'ensemble des outils du déploiement sont accessibles sur le site collaboratif Communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

9.7. Délai de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture en bonne et due forme par le service financier.

Tout retard de paiement de l'Université entraînera de droit le paiement d'intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points et le paiement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, du marché par l'Université aux torts exclusifs du titulaire.

9.8. Règlement par virement administratif

Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

En cas de changement de domiciliation bancaire, un nouveau relevé d'identité bancaire ou postal sera adressé à la direction des affaires financières. Il sera accompagné d'une lettre du titulaire notifiant que, désormais, toutes les factures devront être payées sur ce nouveau compte.

L'ordonnateur de la dépense est le Président de l'Université Paris-Panthéon-Assas, 12 place du Panthéon 75231 PARIS CEDEX 05.

Le comptable assignataire chargé du paiement est Madame l'Agent comptable de l'Université Paris-Panthéon-Assas, 12 place du Panthéon 75231 PARIS CEDEX 05.

9.9. Interlocuteur à la direction des affaires financières

Pour toute question relative aux factures, la personne à contacter est

M. CORDIER, Directeur des affaires financières

Courriel : alain.cordier@assas-universite.fr

Téléphone : 01 44 41 55 67

Université Paris-Panthéon-Assas
Direction des affaires financières
12 place du Panthéon
75231 Paris cedex 05

10. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités de retard dans l'exécution de la prestation s'appliquent de la manière suivante :

- en cas de retard dans la livraison des matériels, une pénalité de trois cents euros (300 €) **par jour ouvré de retard**, à compter de la date suivant l'expiration du délai minimal de livraison des matériels fixé à l'article B10 du présent acte d'engagement.
- en cas de retard dans l'installation et la mise en ordre de marche des matériels, une pénalité de deux cents euros (200 €) **par jour ouvré de retard**, à compter de la date suivant l'expiration des délais fixés par le titulaire sur l'annexe à l'acte d'engagement.
- en cas de retard dans les délais d'intervention pour la garantie et maintenance (curative et préventive) sur site des matériels, une pénalité de cinquante euros (50 €) **par heure ouvrée de retard**, à compter de la première heure suivant l'expiration du délai fixé par le titulaire sur l'annexe à l'acte d'engagement (délai computé après l'appel téléphonique confirmé par courriel ou par télécopie, pendant les jours ouvrés (lundi au vendredi), entre 9h00 et 18h00).
- en cas de retard dans la livraison des matériels remplaçant ceux tombés en panne, une pénalité de cent euros (100 €) **par jour ouvré de retard**, à compter de la date suivant l'expiration des délais fixés par le titulaire sur l'annexe à l'acte d'engagement.

Le montant de ces pénalités sera déduit du montant total de la facture TTC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille (1000) euros hors taxes pour chaque équipement du marché.

Si ces pénalités restent sans effet, l'Université pourra résilier de plein droit le marché en application des articles 38 et suivants du CCAG/FCS.

11. RESILIATION DU MARCHE OU DE L'ACCORD-CADRE

Le marché pourra être résilié conformément aux articles 6, L2195-1 et suivants du code de la commande publique et au chapitre VII du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, la résiliation non occasionnée par une faute du titulaire n'entraînera pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais engagés.

En cas d'inobservation du marché par le titulaire, notamment de prestations non satisfaisantes, de délais non respectés, de défaut d'information, de non-respect des procédures, de défaut de remplacement d'un agent récusé, de faute grave, ou de manquements persistants (etc...), l'Université pourra résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution et aux torts exclusifs du titulaire, par décision expresse prenant effet à réception du courrier recommandé avec accusé de réception.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation ne sera pas obligatoirement précédée de la notification d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution, mais sera encourue par la simple réception d'un courriel envoyé par l'Université (à l'adresse de direction du titulaire figurant sur l'annexe n°1 de l'acte d'engagement).

La déclaration de faillite ou de mise en liquidation sans autorisation du tribunal à continuer l'exploitation de l'entreprise, résilie de plein droit le contrat, sans indemnité, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS.

L'Université pourra résilier le marché aux torts du titulaire et sans aucune indemnité dans les cas suivants :

- En vertu de l'article L2195-4 du code de la commande publique, après signature du marché, si le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique, ayant pour effet de l'exclure d'un marché public ;
- Refus du titulaire de produire le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes (impôt sur le revenu, sur les sociétés, TVA) délivré par l'administration fiscale dont relève le titulaire ;
- Refus du titulaire de produire le certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations dont dépend le titulaire ;
- refus du titulaire de produire tous les six mois les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5, ainsi que D.8222-8 du code du travail.

Après expiration ou résiliation du marché, les deux parties restent tenues d'honorer les obligations contractées pendant le marché.

12.EXECUTION DE LA PRESTATION AUX DEPENS DU TITULAIRE

En application de l'article 45 du CCAG/FCS, si le titulaire ne satisfaisait pas aux conditions du marché, le présent marché serait résilié. Les prestations pourraient être exécutées chez un autre exploitant aux frais, risques et périls du titulaire, sans que celui-ci ne puisse élever une réclamation sur le prix, s'il était supérieur à celui soumissionné. Si au contraire, le prix obtenu était inférieur au prix soumissionné, l'Université bénéficierait de la différence.

13.MODIFICATIONS STATUTAIRES

Le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement à l'Université Paris-Panthéon-Assas les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination,
- à l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société,
- aux coordonnées et correspondants de l'entreprise (téléphone, télécopie, courriel).

14.CONFIDENTIALITE, SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES

Le titulaire et son personnel sont tenus sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation, au personnel de l'Université et aux tiers en relations avec l'Université, que l'exécution du présent marché l'amène à connaître.

Le titulaire est tenu au secret professionnel, sans limitation de durée, pour toutes les informations recueillies au cours de sa mission. Il lui est interdit de les communiquer à des tiers. Le titulaire reconnaît que toute divulgation lèserait les intérêts de l'Université et engagerait sa responsabilité. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le marché.

La sécurité et la protection des données personnelles sont garanties par le titulaire dans le cadre des prestations qu'il livre et exécute. Le titulaire s'engage également à garantir la sécurité des systèmes d'information.

Le titulaire sensibilise son personnel, intervenant dans le cadre des prestations, à ces obligations.

Les obligations du titulaire s'appliquent intégralement à ses sous-traitants et sous sa responsabilité. Le titulaire informe ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et s'assure du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif au règlement général sur la protection des données (RGPD) et à l'article 4 de la loi du 6 janvier 1978, le titulaire s'engage à ce que les données ne soient ni déformées, ni endommagées, ni communiquées à des personnes non autorisées ou non habilitées.

Cette sécurité se conçoit pour l'ensemble des processus relatifs à ces données, qu'il s'agisse de leur création, leur utilisation, leur sauvegarde, leur archivage ou leur destruction et concerne leur confidentialité, leur intégrité, leur authenticité et leur disponibilité. Le titulaire se réfère à l'ensemble des règles établies par le règlement européen 2016/679 et la CNIL en la matière.

Le titulaire atteste notamment que :

- toutes les mesures de sécurités techniques et organisationnelles sont mises en place pour protéger les données ;
- un Délégué à la protection des données (DPD/DPO) est ou sera nommé ;
- des procédures RGPD sont définies et documentées, en cas de violation ;
- il est en mesure de communiquer les fiches des traitements effectués dans le cadre de ce marché ;
- ses collaborateurs, prestataires, sous-traitants sont sensibilisés, formés au RGPD et en respectent les dispositions légales ;
- les données sont traitées uniquement au sein de l'Union Européenne ;
- toutes les mesures ont été prises pour respecter les exigences en matière de protection des données personnelles et de sécurité des systèmes d'information, stipulées dans le présent cahier des charges.

15. RESPONSABILITES DU TITULAIRE ET CONFLITS D'INTERETS

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel, au personnel de l'Université ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'Université ou à des tiers. Le titulaire ne saurait dégager sa responsabilité de toute intervention extérieure dans l'exécution de la prestation sauf à apporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations objet du marché au titre d'une obligation de résultat. Conformément à l'article 20 du CCAG/FCS Les risques afférents au transport, à la livraison, à l'exécution des prestations sont à la charge du titulaire. Les fournitures doivent être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur au moment de la livraison et en cours d'exécution du marché. Les fournitures non conformes ou défectueuses, sont remplacées sans délai par le titulaire, à ses frais et charges.

En cas de retard dans la livraison et l'installation des matériels, le titulaire se verra appliquer des pénalités.

Pendant toute la durée du présent marché, dès qu'il en a connaissance et au plus tard à réception d'une demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à informer l'Université de toute situation de conflit d'intérêt et le cas échéant à mettre tout en œuvre pour préserver les intérêts de l'Université.

16. ASSURANCES

Le titulaire devra justifier, au plus tard à la date de notification du marché et avant tout commencement d'exécution, d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par les matériels, par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution, sous peine de résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité. La garantie devra être suffisante ; elle devra être illimitée pour les dommages corporels. L'attestation d'assurance devra être adressée au Service marchés publics et des achats de l'Université.

17. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire a l'interdiction de sous-traiter les prestations essentielles du marché, soit les prestations récurrentes.

Seules les prestations subsidiaires peuvent être sous-traitées, sous certaines conditions.

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie des prestations dont il est chargé d'assurer l'exécution sans autorisation écrite de l'administration contractante, sous peine de résiliation du marché de plein droit et à ses torts exclusifs. Un sous-traitant présenté à l'Université en cours d'exécution du marché doit faire l'objet d'un acte spécial de sous-traitance.

18.CESSION DU MARCHE

Le titulaire a l'interdiction de céder le présent marché sans l'accord préalable de l'Université. Cet accord fera l'objet d'un avenant de transfert. Faute de quoi, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire.

19.DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestation sur la qualité ou la façon, une expertise pourra être décidée, aux frais de la partie défaillante.

Si à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, un différend survient entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, il sera fait application des dispositions prévues au chapitre VIII du CCAG-FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les éventuels litiges qui surviendraient à l'occasion de l'exécution du présent contrat seront réglés par le tribunal administratif de Paris. Cependant, avant tout recours contentieux, les parties s'engagent à chercher une solution amiable au litige, notamment par un recours à la transaction (circulaire du 6 février 1995, publiée au J.O. du 15 février 1995).

20.LANGUE ET MONNAIE

Toute correspondance et tout document relatif à l'exécution du présent marché sont rédigés en langue française. L'offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français de même que les emballages, les manuels d'utilisation et les diverses inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché.

La monnaie de compte du marché est l'Euro.

21.INTERLOCUTEURS

21.1. Interlocuteurs du titulaire

Le titulaire indiquera sur l'annexe à l'acte d'engagement les interlocuteurs dédiés à l'Université et facilement joignables. Ils devront pouvoir être contactés par téléphone, par télécopie et par courriel.

21.2. Interlocuteurs de l'Université

M. FROUSTEY, directeur du Service des Sports (SUAPS) est l'interlocuteur du titulaire et peut être contacté aux numéros suivants :

Téléphone : 01 44 41 58 54 ou 06 45 25 55 67

Courriel : jean-francois.froustey@assas-universite.fr

Université Paris-Panthéon-Assas
Centre Assas
Direction du Service des Sports (SUAPS)
92 rue d'Assas
75006 Paris

Pour l'exécution du marché, l'interlocuteur du titulaire sera :

Mme Maria OUSSOU
Université Paris-Panthéon-Assas
Service des marchés publics et des achats

22. DEROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 9 du présent CCP déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

L'article 10 déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 11 déroge aux articles 38 et 41 et 42 du CCAG/FCS.

En cas de discordance entre les mentions du CCAG/FCS et celles du présent CCP, les mentions de ce dernier prévalent.

23. ANNEXE – PLAN DE LA SALLE DE SPORT

